

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne
Pôle risques accidentels
40 rue de la Préfecture
58026 NEVERS CEDEX

Nevers, le 02/09/2024

Rapport de l'inspection des installations classées
Visite d'inspection du 06/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ANTARGAZ
CHEMIN DU GROS BOUT
58470 Gimouille

Références : 240401
Code AIOT : 0005401332

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2024 dans l'établissement ANTARGAZ implanté CHEMIN DU GROS BOUT 58470 Gimouille.

Cette visite d'inspection a lieu dans le cadre de l'action nationale "Shunt / by-pass"

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ANTARGAZ
- CHEMIN DU GROS BOUT 58470 Gimouille
- Code AIOT : 0005401332 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : SEVESO HAUT
- IED : Non IED

L'établissement ANTARGAZ, situé sur le territoire de la commune de Gimouille, est un dépôt relais de propane. Il a pour vocation de stocker et assurer la distribution de gaz de pétrole liquéfiés (GPL) sous forme « vrac ». A ce titre, il participe à l'emplissage des citernes de particuliers ou professionnels (industrie, agriculture, hôtellerie...) et est approvisionné par camions gros porteurs uniquement. La livraison du produit, stocké dans un réservoir sphérique, est assurée par des camions petits porteurs.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Action nationale "Shunt / by-pass" et action régionale ESP

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Principes généraux de prévention des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Demande d'action corrective	3 Mois
3	Revue de la procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Présence d'une procédure SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3	
4	Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	
5	Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54	
6	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	
7	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A	
8	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	
9	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 15.I	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats


L'inspection n'a pas relevé de non-conformités majeures mais souligne quelques pistes d'amélioration.

2-4) Fiches de constats


N° 1 : Principes généraux de prévention des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Organisation
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.
Constats : L'exploitant indique que la mise en place des shunts et by-pass fait l'objet au préalable d'une analyse des risques de sécurité. Elle est formalisée dans la procédure PMS-016 "Gestion des situations dégradées". Dès qu'une situation dégradée, liée à une maintenance, travaux, dérive, panne de matériel ou manque d'effectifs, est identifiée par une alarme, test, ronde ou Audit, des actions définies dans un logigramme sont déployées, à savoir: -La personne identifiant la situation dégradée doit alerter le chef de site, -Le chef de site réalise une analyse de la situation dégradée et définit les moyens compensatoires à mettre en place devant permettre de compenser le(s) écart(s) par rapport aux exigences définies dans l'étude de dangers et documents associés (MMRI, ARF, ...). Toutefois, cette procédure, assez généraliste, ne vise pas explicitement la configuration d'une maintenance programmée qui pourrait conduire au shunt/by-pass d'une barrière/MMR, mais aussi dans le cadre de situation anormale lors d'anomalies du process qui pourrait conduire à shunter/by-pass une barrière/MMR. Les shunts/by-pass sont principalement mis en œuvre pour les détecteurs gaz. Les tests sont effectués 2 fois par an. Une vérification de la chaîne d'asservissement des détecteurs est effectuée en interne, une fois par an. Observation 1: l'exploitant n'a pas justifié d'une procédure propre visant l'ensemble des barrières de sécurité/MMR qui pourrait conduire à shunter/by-pass chaque barrière/MMR dans la configuration d'une maintenance programmée ou d'anomalie du process.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 Mois

N° 2 : Présence d'une procédure SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Procédure
Prescription contrôlée : 3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : Un Système de Gestion de la Sécurité est en place sur le site. Il intègre la gestion des shunt / by-pass.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :


N° 3 : Revue de la procédure SGS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe I, point 3
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Procédure
Prescription contrôlée : 3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
Constats : L'exploitant dispose d'une procédure générale en cas de situation dégradée (procédure vue plus haut). Par ailleurs, lors de la présente visite, l'exploitant a présenté une procédure de maintenance des équipements sur site qui détaille les opérations d'entretien et de maintenance. Toutefois, l'exploitant n'a pas justifié des actions d'amélioration ou retour d'expérience dans ce cadre (non-conformité 1)
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 Mois


N° 4 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – procédure

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Procédure
Prescription contrôlée : B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.
Constats : Aucun shunt n'était en place sur le site lors de l'inspection. Par sondage, l'exploitant a présenté la procédure de détection de gaz. Cette procédure définit bien les conditions justifiant le shunt/by-pass et mesures compensatoire prévues par l'exploitant dans l'attente de la remise en service.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 5 : Procédures concourant à la maîtrise des risques – mise en œuvre


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Mise en œuvre
Prescription contrôlée : B.-L'exploitant définit et met en œuvre les opérations d'entretien et de vérification des barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces opérations respectent les exigences et spécificités définies par le fabricant. L'exploitant définit par ailleurs les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations en cas de défaillance ou d'anomalie des barrières de sécurité agissant sur des phénomènes dangereux conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que des mesures de maîtrise des risques et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans des procédures.
Constats : Les shunts/by-pass effectués sont tracés dans un registre. Ils sont évoqués oralement lors des passations d'équipe. Lors de la présente visite d'inspection, aucun shunt n'était mis en œuvre.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 6 : Consignes d'exploitation et de sécurité


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none">-les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation-les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;-l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements. <p>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none">-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
<p>Constats :</p> <p>Les shunts/by-pass effectués sont tracés dans un registre. Ils sont évoqués, oralement, lors des passations d'équipe.</p> <p>Il n'est pas prévu d'informer le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS), ni l'Inspection, en cas de shunt. Lors de l'inspection, aucun shunt n'était mis en œuvre.</p>
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 7 : Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 54 A
Thème(s) : Actions nationales 2024 - Formation du personnel et entreprises extérieures
Prescription contrôlée : A.-L'exploitant met en œuvre l'ensemble des équipements et procédures mentionnés dans l'étude de dangers qui concourent à la maîtrise des risques. Il assure : <ul style="list-style-type: none">-le bon fonctionnement, à tout instant, des barrières de sécurité, et notamment l'efficacité des mesures de maîtrise de risques ;-la tenue à jour des procédures ;-le test des procédures incident/ accident ;-la formation des opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le cas échéant du personnel des entreprises extérieures, aux conditions de mise en œuvre et aux procédures associées aux barrières de sécurité et mesures de maîtrise des risques. Ces actions sont tracées.
Constats : L'information sur la procédure de shunt/by-pass est de la responsabilité du chef de site et le service Sécurité Environnement. Elle est validée par le directeur d'exploitation ou le directeur technique. L'exploitant a déclaré, le jour de l'inspection, que les personnes jugées aptes à poser des shunts/by-pass sur les barrières de sécurité/MMR reçoivent au préalable une formation spécifique. Un tableau de planification des formations a été présenté dans ce cadre.
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 8 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III
Thème(s) : Risques accidentels - Liste des appareils à pression
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique. L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.
Constats : L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur 3 réservoirs, la sphère de stockage, 1 accumulateur et 2 compresseurs) et des tuyauteries soumis aux dispositions du de l'arrêté ministériel du 20 novembre 2017. Cette liste contient toutes les informations réglementaires demandées (type, caractéristiques techniques, régime de surveillance, etc.)
Respect de la prescription : 
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites :

N° 9 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels - Contrôle documentaire – Inspection périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à :</p> <ul style="list-style-type: none">- 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ;- 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide. <p>Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté. Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté le respect des échéances réglementaires (inspection périodique et requalification périodique) pour les 2 équipements sélectionnés par sondage, à savoir la sphère de stockage et le réservoir SP001-Sogem.</p>
<p>Respect de la prescription : </p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites :</p>